
SAN JUAN – Séance de travail de l'ALAC et des dirigeants régionaux (7e partie)

Lundi 12 mars 2018 – 12h15 à 13h15 AST

ICANN61 | San Juan, Porto Rico

CHERYL LANGDON-ORR: Messieurs dames, nous avons une réunion de travail, c'est aussi un déjeuner. Mais pour une question d'interaction entre le groupe de travail ALAC et le groupe de leadership et les leaders des RALO, le groupe de travail d'ALAC, de révision d'ALAC est un groupe qui est équilibré au niveau des régions et qui participe au processus de deuxième révision.

Je ne vous parlerai pas de l'histoire de cette révision et de ses résultats, en tout cas je voulais vous dire que nous sommes heureux d'avoir ici avec nous Khaled et Léon Sanchez qui sont ici avec nous aujourd'hui. Ils sont des postes importants dans notre organisation et ce qui va avoir lieu par rapport aux révisions et la mise en œuvre de ces révisions, et aux résultats de la révision d'ALAC.

Nous sommes donc heureux de les avoir ici. Ils ont participé aux discussions, au groupe de travail, et donc je vais attendre qu'ils soient prêts à prendre la parole.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Je vais vous demander de vous assoir. Il s'agit d'une conversation informelle je pense, qui va nous apprendre beaucoup de choses.

ALAN GREENBERG: S'il vous plait, veuillez vous assoir autour de la table. Nous souhaitons la bienvenue à Léon et à Khaled.

At-Large a un membre du conseil, ça ne veut pas dire que nous n'ayons pas plus de membres du conseil qui viennent d'At-Large, et Khaled est un de ceux-là. Nous n'allons pas faire allusion à cela même si c'est vrai.

J'ai regardé la liste de diffusion que nous avons utilisée pour le groupe de travail, et elle a été créée en mars 2015, et nous sommes en train de rentrer dans la troisième année.

Cette révision a duré très longtemps. Parallèlement, nous devrions commencer une nouvelle révision peut-être.

Bien, c'est une plaisanterie.

En tout cas c'est un processus très long, je pense que nous ne voulons pas reprendre ou remémorer les histoires anciennes, mais je pense nous en sommes maintenant, nous avons maintenant une certaine urgence entre les différentes parties

qui ont participé à cette révision pour parvenir à terme dans cette révision.

Cette révision a identifié une série de problèmes. Certains nous pensons, ne valent pas vraiment la peine de perdre beaucoup de temps, et d'autres oui. Donc il va falloir commencer à mettre en place la partie de mise en œuvre.

Nous sommes des fois un petit peu fatiguées de voir que des documents donnent lieu à d'autres documents. Et mon point de vue c'est que l'OEC a besoin de quelque chose qui dise clairement ce qui va être fait et qui puisse faire une recommandation au conseil pour que celui-ci l'adopte.

J'espère que ce dont nous parlons sera présenté à l'EOC, il y a un document qui rapporte les problèmes et qui propose un petit peu une solution, une manière d'avancer.

Donc ce que j'aimerais ici que l'on fasse, c'est d'abord savoir si nous avons les membres ici de l'OEC et du conseil et voir et savoir d'abord si ces membres sont d'accord pour débattre ou est-ce qu'ils préfèrent qu'on fasse quelque chose d'autre.

Il y a eu une réunion avec Goran et avec les présidents des SO et des AC et mon plan serait, si ça ne marche pas, de laisser la présidence de cette réunion à quelqu'un d'autre.

Mais pour le moment c'est moi encore qui suis le président, donc il faut voir un petit peu ce qui va être mis en œuvre, et c'est notre rôle.

Donc je vais donner la parole à Léon ou à Khaled pour qu'ils nous donnent un petit peu une idée de là où nous en sommes.

Il veut manger.

KHALED KOUBAA:

Merci Alan, d'abord. C'est un grand honneur pour moi d'être ici et de participer à cette réunion d'At-Large.

Je viens d'une ALS de tutelle de Tunisie, de l'AFRALO, c'est de là que je viens, AFRALo a été ma première famille. Donc merci de m'avoir invité ici.

Cela dit, je vais d'abord m'assurer que je suis ici en tant que membre du conseil et non pas en tant que président de l'OEC, le comité du conseil d'administration chargé de l'efficacité organisationnelle.

Je serais ravi d'entendre vos préoccupations, d'en tenir compte. Je vous dirais même que nous tenons compte de vos préoccupations en général et ma conviction personnelle est que l'OEC aura une dernière discussion au niveau interne portant sur les versions préliminaires à fournir à l'OEC, et ensuite nous

ferons des recommandations au conseil sur la façon de poursuivre.

En tout cas, ma conviction, c'est que j'aimerais que la révision d'At-Large avance, et puisse atteindre un point qui pourrait satisfaire autant la communauté qu'At-Large.

La révision est quelque chose qui répond aux besoins de la communauté avant toute chose.

Donc je ne vais pas pouvoir répondre à toutes vos questions, je serais ravi d'entendre votre opinion, ALAC et le leadership d'At-Large. C'est un point sur lequel nous avons déjà discuté dans le passé avec Alan, avec les autres, et nous sommes relativement satisfaits de la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Donc je vous dirais seulement que nous allons en discuter lors de la prochaine réunion de l'OEC et nous allons prendre une décision à ce moment-là.

Voilà, je ne sais pas si Léon voudrait intervenir maintenant.

LEON SANCHEZ:

Merci Khaled. C'est un plaisir d'être ici, de nouveau, parmi vous et de prendre mon repas ici à la maison avec vous.

Donc, je voudrais que ce soit clair que je suis ici en tant qu'ami, ami qui siège ici, pas en tant que membre du conseil.

Je voudrais d'abord remercier et féliciter tous ceux qui ont travaillé pour élaborer les différents documents sur lesquels nous avons travaillé et qui sont maintenant soumis de manière informelle en tout cas, à certains membres de l'OEC et j'espère que bientôt ils seront soumis à la révision de l'OEC pour que cet organisme prenne une décision.

Je suis conscient du fait que nous avons peu de temps. Et je suis heureux de voir qu'il y a vraiment une volonté de commencer à mettre en œuvre les différents, le plan qui a été élaboré par groupe de travail de révision d'At-Large pour améliorer la façon dont les choses avaient été envisagées lors de la révision.

Donc merci Alan, Cheryl, Holly, Maureen, tous ceux qui ont travaillé sur cette révision. Et comme Khaled l'a dit, je pense qu'ici la meilleure chose à faire aujourd'hui, c'est de vous écouter et de comprendre vos préoccupations.

Je ne suis pas un étranger ici, et ces préoccupations je les connais, puisque j'ai participé à ce travail, et c'est quelque chose dont je me souviens parfaitement.

Donc je sais de quoi nous parlons.

Et personnellement, j'ai vraiment aimé la façon dont vous avez travaillé sur les problèmes, comment vous les avez cartographiés avec des actions concrètes qui pourraient régler ces problèmes que les auditeurs ont signalés.

Donc je vais bien sûr vous proposer de répondre à vos questions, de façon qu'on puisse avoir cet échange dynamique sur la façon dont nous pouvons tirer le meilleur parti de cette révision, et sur la façon dont nous pouvons améliorer At-Large, et cela pour les utilisateurs.

ALAN GREENBERG:

En ce qui concerne votre position ici, au nom de qui vous êtes ici, je dirais que je ne parle pas non plus au nom d'ALAC puisqu'ALAC a pris sa décision. Je viens d'une discussion du GDPR, ou sur le GDPR, et nous n'avons pas encore pris de décision.

Donc je suis tout à fait d'accord avec vous, vous n'êtes pas non plus ici au nom, ou en tant liaison, mais vous êtes ici en tant personne qui peut nous conseiller.

Une précision, ce document n'est pas une liste de choses que nous allons faire, ce n'est pas un plan de mise en œuvre. Le conseil devrait participer à cela, et nous avons essayé de ne pas

promettre de faire des choses. Et avant cela, nous voulions voir un petit peu ce que l'on pouvait faire dans un délai raisonnable ;

Vous avez dit que vous aimeriez qu'il y ait une décision de l'OEC qui soit prise lors de votre prochaine réunion avec eux, est-ce que vous pouvez nous dire quand est-ce que ce sera, de façon à ce que nous ayons notre document final qui soit prêt. Nous avons pour le moment un document préliminaire, il y a certains points d'introduction que nous pouvons vous présenter, mais nous aimerions savoir quand est-ce que votre prochaine réunion de l'OEC va avoir lieu de façon à ce que nous puissions être prêt et que ce document puisse être prêt.

LEON SANCHEZ:

Normalement notre prochaine réunion de l'OEC sera lors du prochain atelier du conseil, au début du mois de mai. Et ce serait bien qu'il y ait un document pour que l'OEC puisse analyser ce document avant la réunion.

ALAN GREENBERG:

Donc nous parlons du début du mois de mai. D'accord.

Bien, nous allons donner la parole au public. Qui est-ce qui a un commentaire à faire ? J'ai demandé à Cheryl si elle voulait faire un commentaire, elle a dit que non. Cheryl voudrait que vous fassiez des commentaires.

CHERYL LANGDON-ORR: Je vais peut-être commencer par introduire un petit peu, pendant que vous mangez et pour m'assurer que tout est clair concernant le groupe de travail de révision d'At-Large, et le groupe des leaderships d'At-Large concernant cette version préliminaire.

Cette version préliminaire est le travail du groupe de travail. Léon dit qu'il ignore le contenu, mais en fait il sait très bien ce qu'il y a à l'intérieur. En tout cas nous connaissons bien ce document, puisque c'est un document qui a circulé entre nous.

ALAC et les leaders régionaux et les autres groupes de travail n'ont pas eu la possibilité d'étudier ce document. Ils n'ont eu en fait qu'une opportunité hier – je crois que c'était hier, oui c'était hier – et donc ils n'ont pas pu avoir d'interaction et la possibilité de poser des questions aux responsables de ce document.

Donc il y a quelques petites modifications qui pourraient être faites, qui pourraient être ajoutées, il y a un préambule, des explications, il faut que ce soit bien clair que le titre, par exemple le titre est un petit peu étonnant parce que comme c'est une proposition de mise en œuvre, le titre est un petit peu inadéquat.

C'est un document qui propose d'aider le comité d'efficacité organisationnel à fournir au conseil des détails qui permettraient d'avancer, de planifier et de mettre en œuvre une série de choses pour remédier ou pour modifier ou pour rectifier ces problèmes qui ont été signalés lors de la révision indépendante. De façon à ce qu'il comprenne que nous avons cartographié les problèmes qui avaient été identifiés et que nous avons donné une réponse. Alan ?

ALAN GREENBERG:

Hier, c'était la première fois que nous avons eu une possibilité de discuter ce document, qui a été distribué à l'ALAC et au groupe de travail il y a plusieurs semaines. À l'exception de deux personnes qui n'étaient pas dans la liste.

Donc je dirais que le titre a été fait un petit peu à la va-vite, je l'ai fait en venant ici, mais ces informations qui figurent dans ce document ne sont pas nouvelles, elles ont été extraites de la réponse que nous avons donnée de la cartographie avec certaines modifications, de nouvelles idées aussi puisque les choses ont changé depuis que nous avons commencé ce document il y a 6 mois, et donc John allez-y vous avez la parole.

JOHN LAPRISE :

Merci. Merci de votre visite. J'ai une question.

Au début du processus de révision, Cheryl avait regardé l'instrument qui avait été utilisé pour l'enquête et il y avait beaucoup de problèmes. Et moi j'étais préoccupé par cette recherche à l'époque. Et, à mesure qu'on a avancé... Je voudrais savoir comment ces préoccupations ont pu donner lieu à la possibilité d'éditer cette enquête.

CHERYL LANGDON-ORR: Je suis ravie de répondre à votre question John. Je ne sais pas comment vous le dire poliment, mais bon.

Ce n'est pas notre travail de rectifier les performances du passé venant de personnes qui n'avaient aucun contrôle. Nous avons fait notre travail, et nous avons offert une expertise claire et des directives basées sur l'expérience et sur le travail spécifique de notre partie de l'organisation de l'ICANN. Ce qui a été fait avec cela, ce n'est pas notre faute, et ce n'est pas notre problème non plus nous n'avons pas à le résoudre.

Ce que des membres futurs d'ICANN, de MSSl du sous-comité d'efficacité organisationnel ou du conseil vont faire avec cela, lorsqu'ils vont analyser ces structures futures, ce n'est pas notre problème

Notre proposition, ça n'était pas de faire, de remédier aux problèmes. Cela dit, vous savez très bien puisque vous avez

participé à ce travail, nous avons pris beaucoup de temps pour répondre à chacun des points du processus et personnellement, je n'ai pas l'impression que notre voix collective ait été entendue de manière inadéquate.

Je dirai qu'on aurait pu faire un meilleur travail la prochaine fois, mais c'est comme ça.

ALAN GREENBERG:

Donc, en octobre, on nous a demandé d'avoir des informations sur les problèmes qui ont été soulevés et les propositions de ALAC. Le terme recommandation n'a pas été mentionné dans cette phrase. Donc on ne va pas se concentrer sur ce qu'on aurait pu faire de mieux mais sur ce qu'on doit faire maintenant, à l'avenir.

Donc qui veut prendre la parole ? Personne ne veut intervenir ? Cheryl ?

CHERYL LANGDON-ORR:

Moi, je note que sur Adobe Connect il y a des personnes qui voudraient avoir quelques informations sur le document.

J'aimerais noter quelques points. Donc cela permet aux personnes qui doivent lire pour une deuxième fois ce document de le faire. Et cela permet aussi d'archiver ceci.

Ce sera donc une référence.

ALAN GREENBERG:

J'ai l'impression que vous demandez de faire cela, je serais très heureux de l'effectuer. Donc on a parlé de recommandations.

Mais on avait 16 recommandations dans le rapport de At-Large on répondait à un problème, et donc on se concentrait là-dessus.

Premier problème – on va passer au numéro 1 s'il vous plait – donc la qualité plutôt que la quantité des conseils remis par l'ALAC. Réponse brève, on le fait déjà, nous avons des statistiques pour le prouver. On le fait depuis longtemps. Nous avons le site web également qui ne reflète pas cela très bien, qui ne reflète pas cela, la différence entre les commentaires et les conseils qui sont prodigués. Donc on va améliorer le site web en ce sens.

Point numéro 2. Des difficultés à obtenir des personnes, mis à part les personnes qui sont dans cette salle, à participer activement au processus de commentaire de développement de politique et ainsi de suite. C'est un véritable problème, on l'a présenté d'ailleurs aux personnes chargées de la révision. Et nous étions bien conscients de cela, nous avons commencé à gérer cela, mais avec la transition IANA nous avons été

extrêmement pris, avec [inaudible] sur la responsabilité également.

Mais premièrement nous voulons obtenir des personnes, et je ne fais pas la différence entre des membres individuels, des membres d' ALS, je parle de personnes qui comprennent ce que l'on fait, qui comprennent notre travail, il faut que l'on obtienne des personnes pour travailler avec nous.

On a 240 ALS à peut près. Si une personne d'une ALS sur trois était très active, ce serait 80 personnes qui travailleraient beaucoup. Je ne sais même pas si on pourrait gérer 80 personnes, mais nous ciblons donc par sensibilisation, par mécanisme de sensibilisation la recherche de nouvelles personnes qui s'intéresseraient à ce travail. Il faudra les faire participer.

CHERYL LANGDON-ORR: Oui, sur ce point, je crois qu'il est important de dire que nous reconnaissons bien qu'autour de cette salle, nous avons une famille élargie je le sais, mais autour de cette table, je compte 9 personnes qui sont actives, qui ont un engagement fort dans la GNSO, dans la ccNSO, dans ces processus.

Donc je ne dirais pas sous-représenté comme groupe, un groupe de 15 personnes de l'ALAC nommées par l'ALAC, et 5 RALO qui

ont un leadership important. Donc il faut remettre cela en perspective je crois.

C'est pas mal du tout, on peut faire mieux absolument, mais nous sommes à un haut niveau de performances et je crois que nous sommes une unité constitutive qui collabore beaucoup avec d'autres et qui travaille beaucoup aux processus de développement au quotidien.

Voilà, je voulais le dire avec force.

Je suis également très consciente du fait que mon rôle à la GNSO, au conseil de la GNSO, mais nous devons rationaliser un petit peu le nombre important de participants qui viennent au processus du PDP et qui le ralentissent, avec tant d'opinions, avec tant d'engagements.

ALAN GREENBERG:

Donc on pourrait régler le problème en arrêtant de participer.

Donc ce qui est difficile, c'est comment motiver les personnes qui n'ont pas la possibilité de toujours venir aux réunions, de s'engager et de participer. C'est le problème qui se pose et ça va se poursuivre parce que c'est dans l'ADN de l'architecture de At-Large.

Donc, si on ne change pas totalement cela, si on ne dit pas à tout At-Large on recommence à zéro, je crois que c'est une situation qui va perdurer.

Donc on doit faire de notre mieux. Je pense qu'on connaîtra des succès si on a les bonnes ressources à notre disposition.

LEON SANCHEZ:

Merci. Je crois que ce que l'on pourrait faire, c'est de plus se faire entendre, faire connaître le travail de la communauté d'At-Large, la contribution d'At-Large, parce que je sais qu'il y a beaucoup de personnes à At-Large qui contribuent beaucoup avec un travail bénévole certain, qui travaillent au PDP, dans tout l'écosystème de l'ICANN.

Mais peut-être ce que l'on ne fait pas assez, c'est de faire prendre conscience, qu'il y ait une prise de conscience du travail que l'on fait pour le PDP.

Donc non seulement, comme vous l'avez dit, nous devons être meilleurs au niveau de la communication et dire à tout le monde en dehors de At-Large ce que l'on fait, nos accomplissements.

Je crois, et je veux utiliser le bon terme, il faut démontrer qu'en tant qu'utilisateurs finaux, en tant qu'utilisateurs finaux on apporte énormément de valeur à l'écosystème de l'ICANN.

ALAN GREENBERG : Holly ?

HOLLY RICHE : J'aimerais rajouter quelque chose à cela, parce que l'on peut compter le nombre de personnes dans les groupes de travail, on peut compter les conversations, c'est toujours difficile de tout documenter. Et si l'on voit le temps que l'on a en tant que bénévole, c'est limité de toute façon.

Moi je préférerais contribuer au maximum. On a essayé d'avoir des instruments de mesure, et on va en parler un petit peu plus tard.

Il faut trouver des moyens je pense de quantifier notre travail avec le peu de temps que nous avons à notre disposition.

Mais je prends un peu de recul, et je me dis que c'est difficile à quantifier, on a peu d'instruments de mesure, et moi je crois que c'est plus important de contribuer plutôt que de tout le temps travailler à des instruments de mesure.

Et ça a été le cas de par le passé.

LEO SANCHEZ : Pour clarifier ma pensée, des instruments de mesure nous permettent de communiquer sur ce que l'on fait, mais il y a

d'autres méthodes également de faire prendre conscience de notre travail.

Moi, je crois que c'est plus important en effet de contribuer, de contribuer au PDP, à ces processus, plutôt que de créer des processus administratifs.

HOLLY RAICHE : Oui, des processus pour gérer le processus pour quantifier un autre processus et ainsi de suite.

KHALED KOUBAA : J'aimerais rebondir sur ce qu'a dit Cheryl, sur la participation. Je crois que les technologies sont meilleures lorsqu'elles sont invisibles pour les utilisateurs finaux.

C'est important pour nous de réfléchir à la participation au niveau de l'expertise. On a besoin de plus d'experts. On a besoin de sang neuf ayant une expertise. On n'a pas besoin d'avoir 4 milliards d'utilisateurs de l'internet à l'ICANN, c'est impossible à gérer, ce n'est pas quelque chose d'intéressant de toute façon, mais nous voulons que la communauté d'At-Lrge soit présente, et nous devons préserver l'expertise qui a été obtenue autour de cette table.

Donc il faut trouver l'équilibre.

Ce n'est pas aisé, mais on ne doit pas être obsédé par les nouveaux membres, les nouveaux membres. Je crois que c'est l'expertise qui compte plus.

ALAN GREENBERG : Holly, allez-y.

HOLLY RAICHE : Oui, pour répondre à cela, ce qu'a fait APRALO, et d'autres RALO, c'est un problème de mentorat, de transfert de connaissances. On l'a fait d'une manière limitée, mais c'est quelque chose que l'on doit effectuer.

ALAN GREENBERG : Oui, cette séance s'arrête dans 15 minutes. Donc je crois qu'on pourra revenir sur la participation d'ici peu. Et je crois que nous allons passer au numéro 3, au point numéro 3.

Donc concernant les problèmes qui avaient été soulevés. Les ressources en personnel se concentrent surtout sur l'administration et non pas sur les politiques. C'est ce qui avait été dit par ITEMS lors de la révision.

Nous acceptons le fait qu'il se concentre beaucoup sur des tâches administratives et nous aide à gérer des réunions et à graisser un petit peu les roues.

Mais nous allons utiliser de plus en plus de personnels pour rédiger les documents, mais on ne crée pas des documents de 200 pages comme la GNSO, on n'écrit pas des politiques complexes avec un processus d'écriture et de rédaction.

Moi je pense que nous allons demander un soutien un petit peu différent provenant de notre personnel dans le contact, par exemple la prise de contact avec des personnes.

Mais nous ne pensons pas que c'est disproportionné et il y a quelque chose qui compte beaucoup pour le personnel et qui sera revu par la suite.

CHERYL LANGDON-ORR: Oui, il y a une vaste différence entre des tâches administratives et la facilitation. Je crois que la valeur de facilitation pour la communauté n'est pas assez reconnue, n'est pas assez mesuré. C'est quelque chose dans la mise en œuvre, dans la mise en place que nous allons surveiller beaucoup plus.

ALAN GREENBERG : Donc numéro 4. Abolir l'ALT et redonner le pouvoir à l'ALAC. En fait c'est que l'ALT n'a jamais pris de décision dans nos règles et nos pratiques. L'ALT, donc l'équipe de leadership, ne prend pas de décision. Mais on verra ce qu'en dira le prochain président de l'ALAC.

Nous allons passer au point suivant, numéro 5. Contributions de At-Large à une stratégie de l'ICANN. On a raté des opportunités de coordonner avec d'autres unités constitutives, et le personnel de l'ICANN. Donc la contribution n'est pas toujours la même.

Donc moi je ne suis pas tout à fait d'accord. Il est intéressant de noter que si je me rappelle bien – excusez-moi j'ai du mal à lire l'écran – la recommandation, on nous dit qu'on ne coordonne pas assez avec le personnel. Donc on nous dit qu'on ne coordonne pas assez avec l'ISOC, donc on parle de beaucoup de choses différentes ici.

Donc si ça répond à la mission de l'ICANN et si le financement est disponible, on travaille avec d'autres entités comme l'ISOC et le GSE. S'ils veulent travailler avec nous, et bien ça se fait. Et le GSE, c'est une partie interne de l'ICANN que nous rencontrons à chaque réunion et avec laquelle nous travaillons en synergie.

Donc on fait de notre mieux et nous allons poursuivre à ce niveau.

Maureen ?

MAUREEN HILYARD: Oui, j'aimerais dire que lorsque nous organisons des manifestations, celles-ci incluent d'autres organisations, c'est

pour cela qu'on le fait. Nous allons à ces réunions parce que nous savons que nous allons établir des collaborations, des partenariats et travailler avec d'autres organisations ;

Et il y a une collaboration également qui se déroule lorsque nous avons le NCUC par exemple, nous avons collaboré avec eux très récemment. C'est vraiment ce que veut la communauté et nous le faisons et nous allons continuer de le faire.

ALAN GREENBERG:

Oui, on ne voit pas la quatrième colonne, mais je crois que c'est exactement ce que cela dit. C'est poursuivi.

Point numéro 7, les processus électoraux sont trop complexes et ne sont pas toujours paraît-il équitables.

Excusez-moi.

Donc le processus avec la sélection des membres du conseil d'administration, c'est complexe par rapport avec le reste de l'ICANN, mais c'est comme pour le NomCom, c'est la même chose, c'est un modèle ascendant, et ce n'est pas très clair ce qui est dit ici.

C'est difficile d'y répondre donc.

Nous pensons que quelque chose de développé par la communauté est approprié si la communauté décide de

modifier cela, c'est également approprié. Et à la suite de toutes ces sélections, nous modifions un petit peu les règles.

Est-ce qu'il y a un désir dans la collectivité par consensus de changer radicalement les choses ? Ça peut être le cas.

Donc par rapport aux recommandations, le concept de sélectionner au hasard toutes les personnes qui se nomment eux-mêmes, et bien je crois qu'il faut regarder la liste des personnes, c'est public, qui ont déposé un dossier de candidature.

Oui, Olivier, allez-y.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: En fait c'est intéressant de voir que régulièrement nous avons cette critique qui nous dit que les élections sont trop complexes parce que c'était les élections At-Large dans le monde entier où tout le monde a un vote pour voter pour les membres du conseil d'administration.

Moi, je crois qu'il y a des réticences par rapport au processus que l'on utilise. Parce qu'au niveau historique, si l'on revient en arrière, on a obtenu certains résultats et on avait donné l'impression qu'en effet ce n'était pas équitable.

Donc il y aura toujours des personnes qui voudront plus et d'autres moins.

ALAN GREENBERG:

Numéro 7. Donc passer trop de temps sur les procédures plutôt que les responsabilités de l'ALAC par rapport aux politiques. Donc ce qui n'est pas dit dans les commentaires et dans notre réponse, c'est que si vous regardez le conseil de la GNSO, on nous disait qu'on ne devait pas faire de politique et qu'on devait gérer le processus.

Nous, At-Large, on ne développe pas de politique, mais At-Large gère le processus de s'assurer que l'ALAC fonctionne bien ; donc je crois que c'est tout à fait raisonnable que l'on passe beaucoup de temps dans nos réunions à nos procédures.

Donc ceci dit, notre présence sur l'internet, notre présence sur wiki ne reflète pas la réalité. Et les personnes qui ont fait la révision ont trop mis l'accent sur ce qu'il y avait sur l'internet, sur le web. Ça, ça a été modifié. Je crois qu'ils n'ont pas vraiment mis assez l'accent sur ce que nous faisons véritablement pendant nos réunions.

Huit, les médias sociaux et les outils internet devraient être utilisés de manière plus efficace et à des coûts minimales. Ça c'est un jugement de valeur. Pour analyser de manière continue la

participation des utilisateurs finaux, donc je ne sais pas si c'est à des coûts minimes.

On utilise les réseaux sociaux, on a un groupe travail qui se penche sur l'utilisation des réseaux sociaux, et nous sommes toujours très heureux de travailler avec le personnel de l'ICANN pour obtenir un soutien au niveau de cette utilisation des réseaux sociaux.

Donc avoir une meilleure formation du personnel sur les réseaux sociaux, médias sociaux, on ne va pas rentrer dans les détails à ce niveau, nous avons des membres du personnel qui travaillent beaucoup aux réseaux sociaux.

Numéro 10, multitude de canaux de communications utilisés par At-Large. Nous avons donc des communications un petit peu fragmentées, fracturées et qui ne sont pas toujours documentées. Donc nous n'avons pas le droit de manière unilatérale de dire ce qui va être soutenu par le personnel. Nous avons le groupe spécial, technologique, qui s'occupe de cela. Nous avons une communauté très large qui est limitée, qui a des contraintes, des contraintes même parfois juridiques, des contraintes en cours, en bandes passantes et ainsi de suite.

Donc point suivant.

Commencer à faire des assemblées générales. Nous pensons que conserver les gens dans leur région n'est pas quelque chose de positif, et nous voulons qu'il y ait des échanges, mais bien sûr ça dépendra toujours des financements.

La participation d'ALAC à un programme de sensibilisation d'ICANN. D'abord ce n'est pas clair. Est-ce que nous avons un programme de sensibilisation coordonné par ICANN, ensuite c'est la même chose que le point 5 nous faisons cela dans la mesure du possible vu les ressources, les volontaires et l'argent.

Treize... Nous avons... Ha il y a Olivier qui veut faire un commentaire. Allez-y Olivier.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Et ça vaut la peine de dire que les RALO coordonnent avec leur vice-président et qu'ils ont une stratégie régionale.

Mais cela dit, il faut ajouter que nous ne recevons pas des financements illimités. Et donc il faut comprendre que l'on fait de notre mieux vu les financements qui sont à notre disposition.

KHALED KOUBAA: Et la séance précédente portait sur l'espace de ALAC peut-être que c'est important de le préciser.

ALAN GREENBERG: Alors ensuite la même réponse, nous faisons ce que nous pouvons et nous sommes limités Et nous faisons cela dans les limites des missions de l'ICANN.

Ricardo, nous sommes en retard, donc nous verrons plus tard.

Donc financements pour revitaliser At-Large. Je serais ravi, mais les fonds ne sont pas à notre disposition. On peut essayer de trouver des sponsors, mais je crois que nous devons utiliser les fonds d'ICANN. Nous n'avons pas d'autre choix.

Quinze, renforcer le pacte de la sensibilisation et des activités de participants, encourager la participation. Il n'y avait pas de lien entre ce dont ils parlaient et ce qu'était le problème. Mais ce qu'ils disent ici, c'est que nous devrions documenter toutes les opportunités de financement pour les voyages à un endroit précis. Et notre commentaire ici est que reproduire les informations à différents endroits pour offrir des informations qui ne sont pas mises à jour, ça ne sert à rien.

Ils disent qu'il faut documenter l'argent qui est à disposition des gens et qui a reçu cet argent.

Dans une certaine mesure je dirais que cela est fait pour certains événements. On le fait par exemple pour les réunions d'ICANN, pour des autres rencontres ICANN n'est pas disponible, et quand

il l'est il nous demande une divulgation de document et ce n'est pas possible. Donc voilà ;

Cela dit, si At-Large est sujet à ce type de démarches, tous les autres groupes devraient l'être aussi.

Le dernier, absence d'indicateurs de performance cohérents. Nous sommes d'accord c'est quelque chose que nous n'avons pas fait de manière régulière. On en a parlé lors de la transition des fonctions IANA et lors des travaux sur la responsabilité de l'ICANN.

Mais il faut aussi dire, comment est-ce qu'on peut superviser des activités, des performances, et comment superviser donc la performance d'une réunion, d'un débat, etc. C'est difficile. Donc nous ne savons pas trop comment le faire. Nous sommes d'accord qu'il faudrait le faire, qu'il faudrait avoir des indicateurs pour évaluer les performances individuelles, que nous devrions le faire. C'est une chose importante dans la mise en œuvre de cette révision.

Cheryl me dit que nous avons 10 minutes de plus, donc je vais donner la parole au public. D'abord la parole à Khaled et à Léon et ensuite à ceux qui veulent intervenir.

KHALED KOUBAA: Merci Alan, merci de nous fournir ce type d'information et de détail. Je voudrais expliquer un petit peu maintenant nos attentes du point de vue du Conseil. Nous aimerions avoir des documents qui permettraient à l'OEC de donner des recommandations au conseil lors de la prochaine réunion avec le conseil qui aura lieu au mois de mai.

Ces recommandations, du point de vue de l'OEC, doivent nous permettre de faire des recommandations au conseil qui soient mesurables. Donc nous voudrions qu'il y ait des évaluations, un contrôle de cette mise en œuvre.

Et ensuite, c'est très important du point de vue du conseil que l'on tienne compte de l'aspect financier de tous les efforts de mise en œuvre. Comme vous le savez, le budget est un élément de décision important pour le conseil. Donc voilà.

Et nous espérons que vous nous enverrez ces documents. Merci.

ALAN GREENBERG: Tout cela nous le comprenons. Nous pensons que le résultat de ce document va être oui, cela est fait, cela n'a pas été fait, cela doit être fait.

Eduardo ?

EDUARDO DIAZ: Merci monsieur le Président. Je voudrais parler, non pas spécifiquement de cela, mais de la façon dont ces recommandations ont été présentées. Je ne sais pas si vous êtes d'accord.

Je ne sais pas cette compagnie qui fait la révision a été sélectionnée. Quand on regarde ces recommandations, on voit bien qu'ils n'ont pas fait assez de recherches sur la façon dont ICANN travaille, parce qu'ils ont donné ce type de recommandation, et ça n'a pas de sens.

ALAN GREENBERG: Khaled, je n'ai pas répondu à votre question concernant le budget, si vous voulez après j'y répons.

KHALED KOUBAA: Très rapidement je vais parler de ce dont nous parlons actuellement à l'OEC, parce que ce que nous voulons, c'est vous dire que nous avons appris beaucoup de choses par cette révision de l'At-Large. Il y a certaines choses qui sont nouvelles pour nous, d'autres que nous ne savions pas.

Mais il y a un autre élément et c'est la raison pour laquelle cette révision a lieu. Nous sommes tous d'accord en tant que communauté pour dire que nous devons faire face aux changements. Il s'agit de ce qu'on appelle la théorie du

changement. C'est l'article 4 de notre statut constitutif qui dit qu'à travers la révision on va améliorer la responsabilité et la transparence.

Dans toutes les théories de changement, il faut que cela soit prouvé scientifiquement par des mesures, qui mesurent l'impact de ces changements. Hélas, on a un petit manque de ce côté-là, donc c'est ce que l'OEC cherche ici à corriger.

Nous allons attendre la fin du premier cycle de révision pour avoir des données de façon à pouvoir utiliser ces données avec un consultant indépendant qui va utiliser ces données et ce que nous voulons, ce n'est pas corriger cette révision et ces résultats, mais nous voulons nous demander si ces révisions ont un impact.

On ne sait pas encore, on n'a pas encore de réponse. Personnellement je serais tout à fait incapable de donner une réponse à cette question. Mais je suis sûr qu'avec une méthodologie scientifique pour mesurer l'impact d'une révision on saura la réponse à cette question. Et à ce moment-là la communauté pourra décider si on continue à faire des révisions, à corriger la manière de faire ces révisions, améliorer ces révisions ou si nous devons trouver une meilleure manière d'assurer la responsabilité et la transparence ;

Il y a beaucoup, beaucoup de manière d'améliorer la responsabilité et la transparence à mon avis.

ALAN GREENBERG:

Je dois dire que je ne suis pas d'accord avec vous. Vous dites qu'on ne sait pas si cela a eu un impact, et personnellement, pour moi, un impact c'est un choc contre ma voiture quand je fonce dans un mur. Il y a eu un impact, mais je ne sais pas si cela est positif cet impact. Voilà.

Nous, ce qu'on aimerait c'est qu'il y ait des impacts positifs, parce qu'il y a eu beaucoup de travail, cela a demandé beaucoup de travail.

LEON SANCHEZ:

Ce que Khaled veut dire c'est qu'on veut savoir si cela a eu un impact positif ou négatif et je dirais que cette recommandation, ou la cartographie des problèmes que vous avez fait, est un système important pour développer des indicateurs de performance qui nous permettra de mesurer de manière appropriée les résultats.

Quelle que soit la méthode que nous utilisons. Mais cela va nous permettre de mesurer l'impact, et pour cela nous avons besoin d'experts.

ALAN GREENBERG:

Nous avons du mal pour mettre en place des indicateurs pour les individus. Nous avons beaucoup d'indicateurs.

Un des indicateurs dont nous n'avons pas eu le temps de parler aujourd'hui c'est les indicateurs démontrables que nous avons. Nous avons fait entrer beaucoup de gens à At-Large. Notre problème c'est que ces gens ne restent pas.

Donc il y a des chiffres qui démontrent cela voyez par exemple. Donc nous avons des indicateurs, mais il n'y a pas d'indicateurs pour certains aspects.

En tout cas, en termes de budget, nous avons un chronogramme, nous pensons que nous aurons une interaction avec le conseil pour demander des budgets supplémentaires pour l'année prochaine et pour faire un plan de budget préliminaire.

Donc dans la mesure où il va y avoir un besoin de budget, est-ce que nous avons besoin de cette mise en œuvre et pendant la phase de mise en œuvre, est-ce que l'on va estimer l'impact au niveau du personnel, au niveau des coûts. Il va falloir le faire. Ou bien est-ce qu'on va reporter la mise en œuvre ?

Parce que nous ne pouvons pas utiliser notre budget pour ce type de choses.

Kaili ? Est-ce que vous voulez répondre à cela ?

LEON SANCHEZ: Je voulais juste dire que l'aspect des coûts, la question des coûts, devra être évaluée par le personnel des finances, après on verra.

ALAN GREENBERG: Toutes les mises en œuvre que nous proposons, vont impliquer des ressources, du travail des volontaires et des dollars.

KAILI KAN: Très rapidement, j'ai été très déçue par la sélection de ITEMS comme organisme indépendant, et je suggère que l'on contrôle la façon dont ce type d'organisation seront sélectionnés dans le futur.

ALAN GREENBERG: Merci Kaili.

LEON SANCHEZ: Merci Kaili. Je suis d'accord avec vous. Et je suis non seulement d'accord avec vous, mais je récents la même sensation. Je l'ai dit. Et je serai très ferme là-dessus, sur ce point-là. Pour voir

comment nous allons continuer à agir dans le meilleur intérêt de l'organisation et de la communauté.

KHALED KOUBAA: Ne personnalisons pas le problème, ce n'est pas peut-être à cause de ITEMS, c'est une question de processus, de la façon de faire les choses.

Comme Léon l'a dit, nous regrettons vraiment tout ce qu'il s'est passé à propos de cette organisation, ce consultant ITEMS. Mais ce n'est pas seulement leur problème à eux.

ALAN GREENBERG: Il y a eu beaucoup de révisions ici dans notre organisme, mais en général ça donnait lieu à des problèmes toujours ; donc chaque fois c'était des problèmes différents, mais il faudrait en tenir compte.

CHERYL LANGDON-ORR: Je voudrais juste dire que je remercie tout le monde d'avoir participé à cette réunion informelle. C'est difficile d'avoir le temps de participer à différentes réunions. Je sais que vous avez des programmes très, très chargés. Merci d'être venus. Olivier allez-y.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Merci Cheryl. Je me demandais ce qu'étaient les prochaines phases au niveau du calendrier.

J'aimerais savoir comment est-ce que nous allons continuer.

ALAN GREENBERG: Il va y avoir une réunion du conseil au mois de mai, et l'OEC va présenter ses recommandations.

CHERYL LANGDON-ORR: Nous devons finir ce rapport-là, pendant la troisième semaine, l'avant-dernière semaine du mois d'avril.

ALAN GREENBERG: Si nous vous présentons un document après, est-ce qu'il y a moyen de le présenter au conseil ?

LEON SANCHEZ: La réponse est que nous ne savons pas.

ALAN GREENBERG: Nous n'aurons pas de réponse du conseil avant le mois de juin, donc ça c'est votre réponse pour la date à laquelle nous recevrons une réponse du conseil ? Très bien.

CHERYL LANGDON-ORR: Nous remercions l'équipe technique, les interprètes et nous avons une autre réunion maintenant.

ALAN GREENBERG: Je vais demander à John Laprise et à Glenn McKnight de venir me voir et je voudrais annoncer que demain NARALO va faire une petite fête à midi et vous êtes invités.

LEON SANCHEZ: Merci à tous, c'était un plaisir de me joindre à vous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]